

*Comme Paris Normandie et bien d'autres titres*

## **Nice Matin ne vivra que par nos luttes**

Les patrons de presse, eux, on déclaré forfait. Hersant, exilé en Suisse, monte là-bas un groupe de presse en détruisant celui du père, Tapie envoie l'argent que lui a attribué Sarkozy en Belgique, et les autres ne sont plus que les directeurs des départements de presse de grands groupes connus pour le commerce des armes, pour la spéculation financière, pour le commerce du luxe ou d'Internet.

**1. De ce fait, le numérique a bon dos :** il nous est opposé, à nos emplois, mais n'apparaît jamais dans la colonne positive des comptes d'exploitation. Pendant que les propriétaires continuent d'accumuler la valeur créée par le papier imprimé, les directions des groupes se livrent à de vastes opérations de fusion acquisition qui visent à parachever leur contrôle sur l'information, imprimée ou virtuelle.

Le poids de cette prise de contrôle est exorbitant : Le Pen passe en boucle dans les médias, et vous saurez tout sur ses passionnantes hésitations, doit-elle afficher l'antisémitisme de Papa ou continuer de se cacher derrière le masque provisoire de la respectabilité ? La Queen Elisabeth

arrive en France, et la voilà désignée comme la reine de substitution de ces crétin de républicains français, percés à jour par les médias dominants comme des royalistes refoulés.

Mais que des Cheminots, après des élections qui ont massivement rejeté, sous différentes formes, l'Union européenne libérale, défendent le service public de transport ferroviaire contre une loi qui transpose la privatisation à la SNCF, alors là, c'est la curée. A l'unisson les organes censés fabriquer de l'information manipulent l'opinion contre des grévistes présentés comme autant de terroristes prenant en otage des usagers dont les ; médias se fichent éperdument en dehors des grèves.

Telle est l'une des conséquences les plus flagrantes de l'enjeu des médias : le contrôle de l'information, sa domestication au nom de l'ordre inégalitaire établi par le marché.

**2. L'esprit centralisateur des états majors lointains des groupes du capitalisme de l'information neutralisent dès lors les compétences professionnelles, le savoir-faire régional et les connaissances locales des collectifs de travail.**

L'uniformisation provoquée par le management est telle que la direction d'un titre est sélectionnée pour son degré d'obéissance à l'égard des actionnaires. C'est ainsi que les patrons

de presse sont passés derrière les comptoirs des banques, Crédit agricole, Crédit Mutuel ou pools bancaires divers.

Comment s'étonner qu'ils confondent Distributeur automatique de billets et agences d'informations ? Comme ces gestionnaires aseptisés et interchangeables agissent au nom des propriétaires et de leurs titres de propriété au moindre coup de Trafalgar, ils envoient les sociétés de presse devant le Tribunal de commerce et dont la compétence limitée se circonscrit justement à l'arbitrage entre propriétaires.

Dans ce monde fermé du marché, les gouvernements successifs depuis les états généraux de la presse en 2008, orientent les aides, les détournent en fait, vers cette pratique de rentabilité maximale qui dévalue l'usage de l'information pour glorifier son équivalent monétaire.

C'est ainsi que se crée cette contradiction géante : les mêmes patrons qui ordonnent à leurs rédactions de suivre le cours unique de la croisade libérale, usent et abusent de fonds publics d'un Etat qui ne doit être que leur providence exclusive. Et souvent, ils n'envisagent de relations sociales avec les syndicats dans la seule mesure qu'ils les accompagnent dans les ministères chercher quelque ligne de crédit que par mégarde l'Etat aurait oubliée.

**3. Voilà pourquoi nos combats ne comportent pas le seul objectif de la défense de l'emploi, ce qui de toute façon justifierait à soi seul ces luttes que nos camarades mènent.**

**La Filpac CGT exige l'abrogation immédiate du décret Sarkozy d'avril 2012, et de son frère jumeau du 23 juin 2014.**

Ces décrets, du haut d'un Etat qui s'érige en stratège des patrons, infligent aux entreprises d'information des normes qui ont cours sur les marchés spéculatifs. Les aides publiques sont devenues des récompenses aux restructurations, des subventions aux licenciements et des directives de marketing de l'information.

Si aides il doit y avoir, elles doivent être attribuées en toute transparence et non dans le secret des transactions avec les patrons. Si le mot aide a un sens, il doit être celui qui stimule l'innovation éditoriale, le développement des éditions locales et du papier, la distribution universelle et l'impression. Si aides il doit y avoir, c'est au service de l'information qu'elles doivent aller, et non au service de la dette bancaire et des dividendes des actionnaires.

**La Filpac CGT revendique un plan de filière pour l'Information, qui s'oppose frontalement au laissez passer, laisser faire du marché de la libre concurrence qui mène au monopole.**

L'information, sur tout support, est d'abord un outil au service d'un système qui n'a pas de prix, la démocratie dont la Constitution qui la garantit intègre également l'existence d'un nombre suffisant de titres pour que le pluralisme existe.

Un plan de filière Etat - patrons de presse - représentants syndicaux des salariés doit dynamiser l'initiative éditoriale, la production et la réalisation de la presse, de la collecte de l'information à sa distribution en passant par son impression.

La Filpac CGT ne conçoit pas le rôle des pouvoirs publics comme un agent facilitateur des concentrations et des investissements hasardeux dans le numérique, à l'image de l'accord Google. Les pouvoirs publics doivent se porter au devant de la protection de l'information servie au lecteur comme indépendante des pouvoirs et de la propagande de l'extrême droite, comme l'indiquaient les Ordonnances de la presse à la Libération.

**Ici, à Nice, nous appelons à faire des engagements pris par les équipes syndicales de la Filpac CGT un Pacte de Solidarité.**

Que chacun sache la détermination des syndicats et des adhérents de la Filpac CGT à faire vivre les sociétés de l'information et à faire vivre la presse contre sa réduction à un business plan des groupes dominants.

La solidarité s'organisera sous forme d'alerte maximale au cours de l'été, pour que Nice Matin ses titres et ses emplois passent le cap estival. La solidarité sera au rendez-vous quotidien des jours à venir.

A ceux des patrons qui guettent au trou, savoir si la Filpac CGT ne se rallierait pas un peu à l'Union nationale pour l'austérité qui fera les choux gras de la Très Grande Conférence sociale du 7 juillet, nous leur recommandons d'oublier les fantasmes d'une reddition des organisations syndicales de la Filpac qui seraient fatiguées de la CGT.

Notre festival d'été à nous, c'est un riche programme :

- rencontre sur nos positions avec les syndicats de patrons qui font semblant d'être des syndicats.
- Selon les réponses qui ne manqueront pas de nous parvenir en d'autres termes que les injonctions de la Grande Conférence sociale à déposer au vestiaire la défense des intérêts des salariés, nous préparons un rentrée placée sous le signe de la relance de la campagne pour l'information.

**Il y a urgence, ici, à Nice Matin. L'examen des offres des repreneurs doit se dérouler sous le contrôle vigilant des salariés.**

Les critères de cette reprise ne doivent pas être à géométrie variable, à la disposition du tribunal de commerce de service. Ils doivent au contraire être similaires à tout le pays, c'est pour ça que nous sommes toujours partisans d'une loi Florange : qui Hersant n'en veut plus, qu'il laisse les clés, l'entreprise, le site et le reste.

Combiner le Pacte national de Solidarité avec le combat niçois pour la sauvegarde du titre, voilà qui nous donne la feuille de route de l'été.

Soyons clair : nous voulons gagner !